

# La Vie Internationale

4/2/1950

## Des positions se précisent...

La reconnaissance d'Ho Chi Minh par l'U.R.S.S. a soulevé une émotion qui montre que la tactique de la guerre froide n'est pas encore familière au public. Après la reconnaissance de l'agitateur par Mao Tsé, celle de Staline ne pouvait tarder. Que l'Indochine devienne la Grèce de l'Extrême-Orient cela ne pouvait faire de doute. L'essentiel c'est que les Etats-Unis aient pris parti.

Après les déclarations de J. Acheson et d'Alger Hiss, l'Amérique s'oblige à appuyer Bao Dai et la France. La partie sera évidemment de plus en plus dure. Aucune illusion là-dessus. Si notre volonté est aussi tendue que celle des Grecs elle triomphera. Et le prestige américain est aussi engagé que dans l'insurrection grecque ou le blocus de Berlin. Les Etats-Unis n'ont pas l'habitude de se laisser battre. Et leurs moyens sont illimités.

En définitive, la France a plutôt gagné dans l'affaire : l'hostilité de l'U.R.S.S. et de Mao Tsé était acquise et en face d'eux nous n'avons rien à attendre que de notre force ; l'appui des Etats-Unis par contre était douteux. Matériellement et moralement nous devons nous sentir plus forts.

Autre avantage : l'attitude hostile et insultante de l'U.R.S.S. faisant suite aux insolences du gouvernement soviétique de Pologne ne manquera pas de soulever l'indignation des moins fanatiques parmi les communistes français. Moscou ne se soucie guère du prestige de ses partisans quand son intérêt est en jeu. Nous l'avons vu bien souvent. Il n'est pas sûr que le Politburo ait raison.

### Les élections anglaises.

Les incidents de la guerre froide nous touchent directement, mais présentement c'est le résultat des élections anglaises du 23 qui est la préoccupation majeure du monde occidental. Chaque jour un Gallup tâte le pouls de l'opinion britannique. Les travaillistes paraissent regagner du terrain après en avoir passablement perdu. Comme nous l'avons répété c'est l'orientation économique et sociale du monde civilisé qui se décidera. Non sur des programmes. Car au fond les manifestes des deux partis se ressemblent ce qui prouve qu'en politique si l'on veut être réaliste et éviter la démagogie, les faits sont plus forts que les doctrines et que les changements possibles sont minimes.

Travailleurs et Conservateurs sont d'accord pour maintenir et perfectionner le mécanisme de sécurité sociale connu sous le nom de « Welfare State ». Il n'y a même pas question de revenir sur les nationalisations acquises et en politique extérieure Bevin et Churchill se sont montrés presque également nationalistes ; la lutte est donc exclusivement une question de personnes et d'esprit.

Les Conservateurs au pouvoir ne feront qu'entériner les réformes du travaillisme, mais ils permettront aux entreprises privées de se dégager de la tutelle de l'Etat. Surtout ils trouveront aux Etats-Unis une oreille complaisante aux besoins de crédit de l'Angleterre. Car il faut encore 2 milliards de dollars, en plus du plan Marshall, pour éviter une crise économique après les élections. Si les Conservateurs l'emportaient et surtout réussissaient à surmonter dans les deux prochaines années les difficultés qui les attendent, ils auraient prouvé que le fonctionnement du capitalisme tel qu'il a évolué, est compatible avec le plein emploi et la sécurité sociale et de plus sauvegarde la liberté individuelle contre un étatsisme grandissant. Le mouvement qui tend à faire de chaque citoyen un fonctionnaire et qui se développe plus ou moins vite depuis un demi-siècle pourrait être renversé maintenant que les avantages sociaux maxima sont acquis aux travailleurs.

### L'affaire Sarroise.

S'il ne le savait par avance, le chancelier Adenauer est fixé sur les sentiments du président Truman pour le nationalisme allemand. Washington lui a fait savoir qu'il était préférable de se taire et il a suffi de retarder un peu le déblocage des crédits Marshall pour montrer à Bonn qu'on ne plaisantait pas.

D'autre part, les déclarations du Président du Conseil sarrois Hofman ont dû fixer les Allemands mal informés sur les sentiments de la population du territoire. Malgré des contradictions apparentes son état d'esprit s'explique bien. Profondément attachés à la culture germanique, les Sarrois — ce qui peut faire allusion — n'ont jamais manqué de manifester leur solidarité morale avec la partie allemande. Ils n'en sont pas moins décidés à défendre leur autonomie. Pour des raisons matérielles d'abord : la Sarre et la Lorraine sont complé-

mentaires et dépendent l'une de l'autre, la Sarre surtout.

De 18 à 35, les liens qui se sont développés entre les deux régions se sont révélés solides, indispensables et conformes à la nature géographique et économique. Si de 35 à la guerre le rattachement au Reich n'a pas été défavorable au territoire, c'est grâce au réarmement et à l'intense activité industrielle qui en résultait et aussi à l'autarcie du III<sup>ème</sup> Reich.

En période normale où la concurrence joue, la séparation d'avec la France se serait fait sentir. Sur le plan moral, les Sarrois se voient appelés à jouer le rôle de trait d'union entre les deux cultures et ils préfèrent ce rôle à celui du 13<sup>ème</sup> band ou de dépendance négligée de la Westphalie-Palatinate. L'Université de Sarrebrück deviendra ce qu'aurait été Strasbourg si une solution Franco-Allemande avait prévalu avant 14. Le rattachement de la Sarre au Reich reconstruirait l'hostilité de la majorité des Sarrois. Qu'on se le dise.

CRITON.